

*Colloque organisé par des étudiants issus du master 2 Expertise des conflits armés (ECA) de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et du master 2 Géopolitique de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne - École Normale Supérieure de la Rue d'Ulm<sup>1</sup>, avec le soutien de la Chaire des Grands Enjeux Stratégiques Contemporains et de l'Institut Guerre et Paix de la Sorbonne.*

## LES ENJEUX DE LA CRISE SÉCURITAIRE AU SAHEL

### *Entre fractures territoriales, terrorisme et conflits intercommunautaires*

Le Sahel - expression qui désignera les territoires des États membres du G5 Sahel pour ce colloque - est aujourd'hui confronté à une crise sécuritaire majeure mêlant rébellions de bandes armées, insurrections djihadistes, coups d'État, trafics illicites de drogue, d'armes et de migrants.

S'il est vrai que certains pays sahéliens sont coutumiers de la violence armée depuis leur accession à l'indépendance, le déploiement de réseaux terroristes sur leur territoire reste relativement récent. La chute de Mouammar Kadhafi en 2011 – qui a débouché sur un relâchement de la surveillance des frontières et sur une mise en circulation d'une quantité considérable d'armes – et l'éclatement de l'État malien ont été les éléments déclencheurs d'une crise sécuritaire latente. Les interventions internationales multiples ne débouchent pas sur un apaisement de la situation. Les populations n'ont pas accès aux services régaliens de base et la légitimité des États en place est de plus en plus remise en question.

Aujourd'hui, cette montée en puissance de l'insécurité constitue une source d'inquiétude aussi bien pour les États de la région que pour la communauté internationale. L'Europe est notamment concernée par le risque migratoire et le risque sécuritaire.

La France est particulièrement impliquée dans cette région du fait, en partie, de son passé colonial. Ainsi, en 2013 l'opération Serval était lancée pour aider au rétablissement de l'État malien (jusqu'alors considéré comme l'État le plus « avancé » de la région) et soutenir la mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Si cette bataille militaire a été un succès, elle n'a pas permis de gagner la bataille politique. L'opération Barkhane a donc pris le relais en 2014 : 4 000 soldats français sont actuellement déployés pour lutter contre la menace terroriste au Sahel. Il s'agit cette fois de donner une dimension régionale à la lutte contre les groupes armés en impliquant également les pays voisins du Mali avec la création du G5 Sahel, et de viser à une stabilisation durable de la région avec le pilier développement de cette organisation. Le Président Macron porte haut ce projet car à terme la Force Conjointe Transfrontalière du G5 Sahel devrait prendre le relais de l'armée française, qui commence déjà à ne plus être perçue comme le libérateur.

« Où en est la situation sécuritaire du Sahel depuis la mise en place de ce nouveau dispositif militaire ? Quelle est la place de la France, et à plus grande échelle de l'Europe, dans la sortie de la crise sécuritaire au Sahel ? » sont autant de questions auxquelles ce colloque tentera de répondre.



<sup>1</sup>M. Chambon, S. Compagnone, R. Foroughmand, A. Géhin, A. Mobedofi, F. Monot, D. Ringaud, J. Rolland, L. Roy, E. Sabatier de Saint-Lager

## 8H45-9H15 : ACCUEIL DES PARTICIPANTS AU CENTRE MALHER

## 9H15-9H30 : INTRODUCTION GÉNÉRALE DU COLLOQUE

*Mots de Grégory Daho, maître de conférences en Science Politique, et d'un étudiant organisateur.*

## 9H30-10H45 : PANEL 1 - Les carences structurelles du Sahel : les prémises d'une crise sécuritaire

*Intervenant : Jean-Marc Châtaigner, ambassadeur envoyé spécial pour le Sahel / Discutant : Jean-Marc Gravellini, responsable de l'Unité de Coordination de l'Alliance Sahel / Modératrices : Roxane Foroughmand et Fantine Monot.*

Il n'existe pas de définition consensuelle de l'espace sahélien. Pour certains géographes et naturalistes le Sahel se définit essentiellement à partir d'éléments climatiques et est considéré comme l'espace de transition entre le Sahara et la zone soudanienne. Mais le Sahel tel qu'il sera abordé dans ce colloque est celui qui tend à être un espace politique à part entière depuis la création du G5 Sahel. Ce premier panel a pour objectif d'analyser les racines de la crise sécuritaire au Sahel, et plus précisément les carences structurelles de la région : services publics insuffisants face à une croissance démographique galopante, économie de la survie, environnement fragile, limite de la démocratie et de l'accès au savoir. Ce retour sur le contexte sahélien permettra de cibler les défis qui doivent être relevés pour rétablir la sécurité de manière durable.

## 10H45-11H : PAUSE CAFE

## 11H-12H15 : PANEL 2 - Rétablir la sécurité au Sahel : quel panorama des défis sécuritaires ?

*Intervenant n°1 : Niels Tourneret, chef de bataillon dans l'armée de Terre ayant réalisé des missions au Mali et au Tchad / Intervenant n°2 : Colonel Frédéric Garnier, chef du département Afrique subsaharienne de la Direction Générale des Relations Internationales et de la Stratégie / Discutante : Florence Brisset-Foucault, maîtresse de conférence à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et responsable du parcours Études africaines du Master de science politique / Modérateurs : Jehanne Rolland et Erwan Sabatier de Saint-Lager.*

La frontière est mince entre terrorisme islamiste radical, revendications régionales ou encore criminalité organisée, et il semble alors nécessaire de proposer un panorama des problèmes sécuritaires de cette région en prenant en compte la différence de leur perception par les acteurs impliqués et les moyens de lutte employés.

Ainsi, on remarque d'emblée l'opposition de représentations entre deux visions globales de l'insécurité et des enjeux sécuritaires qui se jouent dans la région.

D'une part, se trouve la vision occidentale, concentrée autour de la lutte armée contre l'implantation du terrorisme islamiste servant de base arrière aux actions des groupes terroristes en Europe et en France - mais également de la sécurisation des approvisionnements en uranium et ses dérivés ; et d'autre part, une vision locale d'un besoin de sécurité quotidien nécessaire à un développement économique largement souhaité par la population mais menacé par une criminalité qui ne relève pas forcément du terrorisme.

## 12H15-14H : PAUSE DÉJEUNER

## 14H-15H15 : PANEL 3 - Le G5 Sahel, acteur ou instrument de la paix ?

*Intervenant n°1 : Hugo Sada, chercheur associé à la Fondation pour la Recherche Stratégique / Intervenant n°2 : un militaire du G5 (à confirmer) / Discutant : Nicolas Desgrais, PhD en relations internationales à l'Université du Kent / Modérateurs : Denis Ringaud et Léo Roy.*

Créé en 2014, le G5 Sahel doit mettre fin aux conflits dans la zone. Le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Tchad et la Mauritanie ont formé ce groupe avec des objectifs communs : la coordination des multiples plans de relance économiques et techniques ainsi que la lutte contre le terrorisme dans la région. Si cette organisation régionale ramène l'espoir d'une paix durable au Sahel, les obstacles qu'elle doit surmonter sont importants.

Le défi est de taille pour ces pays qui composent parmi les plus pauvres du monde. Le budget de 2019 est assuré. Mais cela n'a pas été sans difficultés. Comment financer la lutte contre les mouvements terroristes sur le long terme ?

La coalition du G5 met en place une force de 5 000 hommes. Le terrain à couvrir est important. La coalition n'est pas le seul acteur de la région. Elle doit composer avec d'autres États comme le Niger, la Libye ou l'Algérie pour assurer une sécurité le long des frontières. Quel sera le plan stratégique et diplomatique pour venir à bout de ces obstacles ?

Les pays qui financent le G5 sont nombreux. La lutte contre le terrorisme dans le Sahel est l'objectif de tous. Les financements sont-ils un moyen pour les autres puissances de conserver leur influence dans la zone ?

## 15H15-15H30 : PAUSE CAFE

## 15h30-16H45 : PANEL 4 - Le rôle des tensions communautaires dans les conflits.

*Intervenant n° 1 : Charles Grémont, chargé de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), au CNRS et à l'Institut du monde africain / Intervenant n° 2 : Bandiougou Diawara, responsable du projet BIOPALT à l'UNESCO / Discutant : Marc-Antoine Pérouse de Montclos, directeur de recherche à l'IRD et au CEPED / Modératrices : Mouna Chambon et Ania Mordache.*

Dans le cas de la crise du Sahel, les tensions opposaient initialement les éleveurs Touaregs et Peuls sur le partage des ressources naturelles, mais avec l'arrivée massive d'armes dans la zone, elle a pris une autre tournure. Ce sont alors ajoutées les revendications émancipatrices, qui ont connu leur paroxysme avec l'offensive de la MNLA contre le gouvernement Malien. Suite à cette débâcle, les mouvements djihadistes n'ont fait que récupérer tous les opposants à ce projet indépendantiste. Cette crise a donc plusieurs dimensions qui s'enchevêtrent dans une myriade d'acteurs aux alliances complexes et mouvantes.

Cela révèle qu'au-delà de la question djihadiste et séparatiste, une véritable tension communautaire est au cœur du conflit.

Pour réussir à pacifier la région, il est donc important de saisir le poids de ce facteur, et essayer de sortir de cette opposition en instaurant une réconciliation communautaire. Pourtant les initiatives existent depuis des années, des médiations communautaires ont déjà été organisées à plusieurs reprises, mais la situation semble être dans l'impasse.

## 16H45-17H00 : PAUSE CAFE

## 17H-18H15 : PANEL 5 - Afghanistan-Sahel : même combat ?

*Intervenant : Serge Michailof, chercheur associé à l'IRIS / Débatteur : Jean-Bernard Véron, chercheur à l'IRIS, rédacteur en chef de la revue Afrique Contemporaine / Modératrices : Sara Compagnone et Apolline Géhin.*

Se dirige-t-on vers un « Sahélistan », puis par un jeu de dominos, une déstabilisation de toute l'Afrique de l'Ouest conduisant cette fois-ci à un « Africanistan » qui risque de piéger les soldats engagés pour quelques décennies ? Se dirige-t-on vers un « enlissement » de cette guerre dite « asymétrique » où l'adversaire attaque à contre-pied et disparaît ?

La posture stratégique adoptée par la France en Afrique subsaharienne se caractérise par trois éléments : une utilisation des forces militaires en dernier ressort, une demande explicite des Etats africains et un respect du cadre multilatéral. Doit-on redouter qu'il ne se déroule au Sahel une situation similaire à celle en Afghanistan - suite à l'intervention américaine en 2001, jugée « désastreuse » ?

La situation au Sahel, notamment pour le Burkina-Faso, le Niger, le Tchad et le Mali, est critique (peu d'emplois et une transition démographique qui n'est pas achevée). Le défi est de taille : on estime que les habitants du Sahel seront 200 millions en 2050. Le parallèle est rapidement établi avec l'Afghanistan. Les insurrections talibanes, loin d'être contrôlées, continuent de sévir. Il pourrait en être de même au Sahel, malgré l'intervention et l'implication de puissances étrangères comme la France (en 2013 au Mali et la présence onusienne dans la zone) et d'apparentes victoires.

Il n'est pas possible que la sécurité reste de manière durable entre les mains de forces étrangères et il faut réfléchir aux stratégies des bailleurs, qui doivent avoir une intervention réfléchie. L'échec de la remise en place d'institutions régaliennes en Afghanistan risque de se reproduire au Sahel.